

# Washington consolide son alliance stratégique avec Rabat

## Les États-Unis réaffirment leur appui au plan d'autonomie marocain

- 1 Décembre 2021
- par [Marouane Kabbaj](#)
- 



***L'administration américaine renouvelle son soutien au plan marocain d'autonomie pour le règlement du conflit fomenté autour du Sahara. Au moment même où l'Algérie et le Polisario cherchent à faire traîner ce processus, en incitant la communauté internationale à se préoccuper plus des déclarations d'une escalade militaire avec le Maroc pour faire oublier la crise politique, économique et sociale algérienne.***

Bien que l'administration du président Joe Biden ne se soit pas encore prononcée de manière claire sur la déclaration de Donald Trump relative à la reconnaissance de la marocanité du Sahara, il n'en reste pas moins qu'elle s'aligne et appuie, sans détours, le plan d'autonomie marocain. En effet, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a renouvelé, lundi 22 novembre 2021, le soutien de la Maison blanche au plan d'autonomie, décrivant à nouveau la proposition marocaine comme «une voie sérieuse et crédible vers une solution politique durable et réaliste» au conflit fomenté autour du Sahara.

L'annonce a été faite lors de sa rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, Nasser Bourita, au siège du département d'État à Washington. Il a ainsi réitéré la position de l'administration américaine le 28 octobre 2021, à l'issue du vote au Conseil de sécurité de la résolution prorogeant d'un an le mandat de la Minurso et la nomination de Staffan de Mistura comme envoyé personnel du secrétaire général au Sahara occidental. C'est dire que la politique américaine, contrairement à ce que véhiculent les ennemis de notre intégrité territoriale, n'a pas changé d'un iota.

Dans leur discussion sur les récents développements de ce dossier, MM. Blinken et Bourita ont justement souligné l'importance de la relance du processus politique dirigé par l'ONU. Les deux pays alliés sont

d'accord sur tout. Comme le Maroc, les États-Unis ont exprimé leur satisfaction de la nomination de Staffan de Mistura comme nouvel envoyé de l'ONU pour le Sahara occidental. Le poste qu'occupe maintenant le diplomate italo-suédois était resté vacant depuis près de trois ans, soit depuis la démission de Horst Kohler pour «des raisons de santé».

Horst Kohler avait, pourtant, à son actif, le nouvel élan donné à ce dossier, conforté par les résolutions du Conseil de sécurité. En effet, Horst Kohler a pu réunir toutes les parties au conflit, en l'occurrence le Maroc, l'Algérie, la Mauritanie et le Front Polisario, autour de la même table de négociation pour discuter d'une solution politique «réaliste» et «pragmatique ».

### **Les Etats-Unis semblent optimistes**

Il est notoire que les résolutions du Conseil sont le cadre du processus politique et de la recherche d'une solution politique. Et le dénominateur commun des résolutions 2440, 2464, 2494 et 2548 est l'accent mis sur la nécessité de parvenir à une solution juste, mutuellement acceptable et fondée sur le compromis. L'Algérie a été pour la première fois incluse dans la Résolution 2440 d'octobre 2018 et les résolutions suivantes, ce qui veut dire que le Conseil de sécurité la considère partie prenante du conflit et non plus comme un simple observateur ou pays voisin.

La nomination de M. de Mistura, le nouvel envoyé spécial, intervient après près de trois ans de stagnation diplomatique du dossier et après une année de regain des tensions et de craintes d'escalades entre le Maroc et les séparatistes soutenus par l'Algérie. Ce qui peut laisser planer des doutes sur l'efficacité des efforts de ce dernier visant à réinviter les parties à s'asseoir à nouveau à table. Sauf que l'ONU et les Etats-Unis semblent optimistes quant à la capacité du diplomate italo-suédois à sortir le processus politique de cette situation d'impasse. Même s'ils restent convaincus des intentions belliqueuses de l'Algérie et de son pantin le Polisario et de leur volonté à s'impliquer véritablement dans le processus politique supervisé par les Nations-Unies.

Sur le terrain, à voir les agitations de l'Algérie et du Polisario, il n'y a pas de quoi être très optimiste. Le Polisario a annoncé l'effondrement de l'accord de cessez-le-feu négocié par l'ONU à la fin de l'année 2020. Depuis, le front séparatiste et ses commanditaires agitent l'épouvantail de la guerre et célèbrent même des «victoires de guerre» virtuels contre le Maroc.

La détermination patente du régime algérien à chercher noise au Maroc et à oeuvrer à intensifier les tensions avec le Maroc au travers de déclarations du président Abdelmajid Tebboune mais aussi du ministre des Affaires étrangères Remtane Lamamra, et du chef de l'état-major de l'armée, le général Saïd Chengriha, complique la mission de l'envoyé spécial de l'ONU. L'establishment algérien, en proie à une grogne de la rue lui contestant sa légitimité populaire, s'obstine à financer encore l'armement du Polisario et les campagnes médiatiques et de propagande contre l'intégrité territoriale du Royaume. Cela se passe à un moment où les finances publiques algériennes tarissent et où une crise sociale et économique sans précédent s'enracine dans le pays.

### **Tentatives désespérées**

Ses tentatives désespérées visant à détourner l'attention de l'opinion publique algérienne et internationale de l'instabilité politique et sociale en interne continuent d'échouer. Ainsi, il sabote le processus politique de règlement du différend autour du Sahara marocain et le rejette en défiant l'ONU qui insiste sur un règlement basé sur le compromis comme le moyen le plus viable.

Face au mépris du Polisario et de l'Algérie manifesté à l'égard du consensus dominant à l'ONU et au sein de la communauté internationale sur le conflit du Sahara, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et le Conseil de sécurité ont exhorté une énième fois toutes les parties au conflit à s'engager pleinement dans les efforts de l'ONU pour négocier un règlement politique durable d'un différend vieux de plusieurs décennies. La toute récente résolution 2602 du Conseil de sécurité les a appelées à plus de pragmatisme et de réalisme dans leurs engagements vis-à-vis du processus politique dirigé par l'ONU et à reprendre les consultations avec l'envoyé personnel.

Sauf que l'Algérie et ses mercenaires du Polisario veulent tergiverser encore et faire traîner le processus pour gagner du temps et pousser ainsi la communauté internationale à se préoccuper plus de ses intentions d'une escalade militaire avec le Maroc pour faire oublier ce qui se passe à l'intérieur de l'Algérie.